N° 4877. — 5e Année — CINQ CENTIMES — Lundi 27 Novembre 1893

RÉDACTION & ADMINISTRATION : ROUBAIX, rue de Jean-Jaurès, N° 19 — TOURCOING, rue VERTE, 50

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Mois, 4 fr. 50. — Un an, 48 fr.
NORD et départements limitrophes
Mois, 5 fr. — Un an, 54 fr.
L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . 0 fr. 25
RÉCLAMES . . . 0 fr. 50
FAITS DIVERS . . . 1 fr.
LOCALES . . . 1 fr.
Les annonces reçues à Paris aux Bureaux du Journal et à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

TÉLÉPHONE

Démission du Ministère

Élection au Conseil d'arrondissement D'AVESNES
Du 26 Novembre 1893

Candidat républicain progressiste

M. Émile NEUILLIES

Adjoint au maire de Maubeuge

PETITE BOURSE

3 0/0 Français . . . — 3 0/0 Italien 81 15. — Turc 22 35. — Extérieur d'Espagne 63 3/4. — Hongrois 94 3/4. — Egypte unifiée 97 50. — Banque Ottomane 580 50. — Rio-Tinto 1 0/0 . . . — Suez . . . — Panama . . . — Portugais 18 18/16. — Chemins Espagnols . . . — Tabacs Ottomans . . .

Coup de théâtre

La nouvelle législature débute mal. Ces longs débats consacrés à l'interpellation Jaurès-Millerand sur la politique générale du cabinet, ces trois journées d'un tournoi oratoire qui n'a manqué ni d'ampleur, ni d'éclat, se sont subitement terminés par un coup de théâtre unique dans les annales parlementaires : le ministère a démissionné sitôt qu'il avait obtenu, tout intervenu, et au moment même où il allait, de l'avis général, obtenir un vote de confiance.

Nos lecteurs liront plus loin le compte-rendu de cette extraordinaire séance.

Ils liront les discours de M. Goblet qui l'a ouverte et qui nous a révélé le spectacle d'une nouvelle variation : condamnant formellement les doctrines collectivistes, qu'il a qualifiées de chimériques et d'irréalisables, déclarant qu'il ne réclame pas *ni et même* la séparation de l'Église et de l'État, qu'il n'a jamais demandé la suppression de l'ambassade du Vatican, ni du budget des cultes, qu'il veut seulement préparer la séparation par une loi sur les associations, exposant, en un mot, un programme qui lui a valu les applaudissements affectés de M. Deschanel lui-même.

Ils liront la réponse de M. le Président du Conseil qui a accentué encore son attitude ultra-modérée de ces jours derniers, et qui s'est prononcé contre la concentration républicaine en des termes qui ont produit une profonde sensation dans l'Assemblée tout entière.

Puis que M. Dupuy était venu parler langage, sans un discours écrit, et qu'en conséquent rien n'avait été laissé au hasard de l'improvisation, il fallait que quelque incident inconnu se fût produit au sein du gouvernement ; il fallait que les divisions latentes existant dans ce cabinet composé de représentants des diverses nuances de l'opinion républicaine, se fussent manifestées de façon claire et aiguë, et que la dislocation du ministère fût à peu près un fait accompli.

C'est ce que MM. Camille Pelletan et Henri Brisson sont venus, en effet, dénoncer à la tribune.

Et en présence de cette révélation, en présence du retrait par MM. Jaurès et Millerand de leur interpellation, et du tumulte indescriptible qui a été la conséquence de cette résolution, M. Charles Dupuy et ses collègues n'ont pu que quitter la Chambre pour aller porter leurs démissions à M. le Président de la République.

Quel sera le lendemain de cette crise étrange, survenue dans des conditions qui ont défié toutes les prévisions ?

Les incertitudes étant plus fortes, parce qu'elle se manifestent comme les auteurs de la crise de M. Dupuy, de ne pas vouloir, tout récemment, M. le Président de lui avoir jamais eu recours, nous ne croient pas devoir les diminuer.

Les milieux et les républicains modérés se félicitent, de leur côté, d'un événement qui, tout en faisant l'équivoque, évite que la présence de ministres radicaux dans un cabinet ne vienne, à l'extérieur, une politique moderée. Ils prévoient déjà la formation du ministère homogène de leurs rêves, et annoncent que M. Charles Dupuy va se charger de constituer le nouveau cabinet, sur le concordat de remplacer MM. Peytral, Viellé et Terrier, par des membres du groupe Raynal-Léon Say.

M. Carnot, il est vrai, a pu craindre cette solution et conjurer cette situation.

Jamais la dignité de M. le Président de la République n'a été aussi élevée. Tout en sa responsabilité n'a été plus gravement engagée.

M. Carnot s'est toujours distingué, dans l'exercice de ses hautes fonctions, par un tact, une prudence, et une sûreté de jugement, qui en ont fait un chef d'État modèle.

Hier encore, on rapportait qu'il avait déterminé M. Peytral à conserver son portefeuille, et qu'en dépit de la désuétude marquée qui l'attache depuis quelque temps à l'ancienne concentration, il n'avait pas hésité à manifester ses préférences pour un ministère d'union républicaine.

Aura-t-il le courage et la sagesse de persister dans cette opinion et de s'en inspirer dans le choix du nouveau président du Conseil ?

Nous voulons l'espérer, malgré les informations qui nous présentent M. Dupuy comme devant être rappelé à former le futur cabinet.

Nous voulons espérer que M. le Président de la République mesurera l'étendue du danger qui menacerait l'avenir de la démocratie, si la politique de division républicaine préconisée par M. Dupuy venait à triompher.

Sous couleur de renoncer au système, condamné prétend-on, de la concentration républicaine, on tente faire du cabinet, en trois journées d'un tournoi oratoire qui n'a manqué ni d'ampleur, ni d'éclat, se sont subitement terminés par un coup de théâtre unique dans les annales parlementaires : le ministère a démissionné sitôt qu'il avait obtenu, tout intervenu, et au moment même où il allait, de l'avis général, obtenir un vote de confiance.

Nos lecteurs liront plus loin le compte-rendu de cette extraordinaire séance.

Ils liront les discours de M. Goblet qui l'a ouverte et qui nous a révélé le spectacle d'une nouvelle variation : condamnant formellement les doctrines collectivistes, qu'il a qualifiées de chimériques et d'irréalisables, déclarant qu'il ne réclame pas *ni et même* la séparation de l'Église et de l'État, qu'il n'a jamais demandé la suppression de l'ambassade du Vatican, ni du budget des cultes, qu'il veut seulement préparer la séparation par une loi sur les associations, exposant, en un mot, un programme qui lui a valu les applaudissements affectés de M. Deschanel lui-même.

Ils liront la réponse de M. le Président du Conseil qui a accentué encore son attitude ultra-modérée de ces jours derniers, et qui s'est prononcé contre la concentration républicaine en des termes qui ont produit une profonde sensation dans l'Assemblée tout entière.

Puis que M. Dupuy était venu parler langage, sans un discours écrit, et qu'en conséquent rien n'avait été laissé au hasard de l'improvisation, il fallait que quelque incident inconnu se fût produit au sein du gouvernement ; il fallait que les divisions latentes existant dans ce cabinet composé de représentants des diverses nuances de l'opinion républicaine, se fussent manifestées de façon claire et aiguë, et que la dislocation du ministère fût à peu près un fait accompli.

C'est ce que MM. Camille Pelletan et Henri Brisson sont venus, en effet, dénoncer à la tribune.

Et en présence de cette révélation, en présence du retrait par MM. Jaurès et Millerand de leur interpellation, et du tumulte indescriptible qui a été la conséquence de cette résolution, M. Charles Dupuy et ses collègues n'ont pu que quitter la Chambre pour aller porter leurs démissions à M. le Président de la République.

Quel sera le lendemain de cette crise étrange, survenue dans des conditions qui ont défié toutes les prévisions ?

Les incertitudes étant plus fortes, parce qu'elle se manifestent comme les auteurs de la crise de M. Dupuy de ne pas vouloir, tout récemment, M. le Président de lui avoir jamais eu recours, nous ne croient pas devoir les diminuer.

Les milieux et les républicains modérés se félicitent, de leur côté, d'un événement qui, tout en faisant l'équivoque, évite que la présence de ministres radicaux dans un cabinet ne vienne, à l'extérieur, une politique moderée. Ils prévoient déjà la formation du ministère homogène de leurs rêves, et annoncent que M. Charles Dupuy va se charger de constituer le nouveau cabinet, sur le concordat de remplacer MM. Peytral, Viellé et Terrier, par des membres du groupe Raynal-Léon Say.

M. Carnot, il est vrai, a pu craindre cette solution et conjurer cette situation.

Jamais la dignité de M. le Président de la République n'a été aussi élevée. Tout en

NOS DÉPÊCHES

Service spécial télégraphique et téléphonique de l'Avenir de Roubaix-Tourcoing

Conseil des Ministres

Paris, 25 novembre. — Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Carnot.

L'interpellation de M. Jaurès

Ils se sont entretenus de la situation politique résultant pour de l'interpellation de M. Jaurès et Millerand, dont la discussion doit se poursuivre cette après-midi.

Tout le cabinet se présentera aujourd'hui (sic) devant la Chambre.

M. Charles Dupuy a indiqué à ses collègues les grandes déclarations qu'il se propose de faire à la tribune.

Crédits Hers

M. Dupuy a fait connaître que le gouvernement anglais, sur le rapport de ses médecins, a refusé de laisser comparaître Cornil au Hers devant le tribunal de Bow-Street.

La dissolution italienne

M. Peytral a fait signer un projet de loi ayant pour but d'autoriser les caisses publiques à recevoir les sous-billets jusqu'au 31 janvier 1894.

Ce projet ne serait mis à exécution qu'après le vote définitif des Chambres et de la Convention avec la Banque nationale.

Le dépôt de ce dernier projet est retardé par la démission du cabinet italien.

Crédits supplémentaires

L'assistance publique a été autorisée à disposer du prorata-total d'avance de crédits supplémentaires pour une somme de 41 millions, ceci de faire face aux insuffisances du budget de 1893.

DÉMISSION du MM. Viette, Peytral et Terrier

Paris, 25 novembre. — Nous sommes en mesure d'annoncer que dès ce matin, MM. Viette, Peytral et Terrier ont donné leur démission au Conseil tenu à l'Élysée, mais en s'engageant à tenir secrète cette résolution jusqu'après la clôture de la séance de la Chambre, afin de permettre à celui-ci de s'achever sans incidents.

A l'heure actuelle la démission des trois ministres peut être considérée comme officielle et après la séance, M. Dupuy qui ne réserve d'apporter d'autres modifications encore, se rendra à l'Élysée pour renouveler à M. Carnot sa démission, ce qui implique la démission du cabinet. Il est à prévoir que cette démission ne sera que de pure forme, et M. Dupuy sera certainement chargé de le reconstituer.

CHAMBRE

AVANT LA SÉANCE

Extrême-gauche et gauche progressiste

Les bureaux de l'extrême gauche et de la gauche progressiste se sont mis d'accord sur l'ordre du jour à présenter à la fin de l'interpellation.

En voici le sens. Étant donné que le cabinet a abandonné la politique républicaine et méconnu les intentions formelles du pays lors des élections, passe à l'ordre du jour.

Les groupes ont décidé de ne pas diviser cet ordre du jour et de le déposer.

DANS LES COULOIRS

A voir l'aspect des couloirs du Palais-Bourbon rien ne semble faire présager une grosse séance. Les députés arrivent sans grande hâte. M. Jules Guesde, qui traverse d'un rapide vol d'aigle la Paix, est arrêté et entouré par quelques journalistes qui le demandent s'il compte intervenir dans la discussion soit pour exposer ses doctrines, soit pour répondre aux accusations de contradictions formulées contre lui par M. Paul Deschanel.

Même par la tribune, M. Léon Say, occupé à la tribune, cherche le siège de M. Goblet. Mais MM. Barthou et Deschanel ne sont pas des adversaires assez importants.

D'ailleurs, nous ne voulons pas suivre une discussion académique, nous avons pas l'intention de chercher la Chambre et nous nous sommes de ne rien dans notre partie de Deschanel.

Notre ami Chauvin aurait pu l'employer dans son salon de coiffure, malheureusement il la vendu. — Il ne s'agit pour l'instant que de discuter le projet de loi que M. Dupuy a déposé sur le bureau de la Chambre.

Mais l'heure de l'ouverture de la séance va sonner. L'huissier annonce M. Goblet. Vient alors Lemire, une serrette bourrée de papiers sous le bras. Vous rabâcherai-je, aujourd'hui son désir à la tribune.

C'est M. Goblet, en effet, qui va ouvrir le feu. On connaît le sens de discours qu'il a prononcer. Les journaux, toujours indiscrets, ont également défiré à diverses reprises le projet de président du conseil en réponse au tendre des radicaux.

M. Pelletan monte à la tribune après M. Dupuy. Du moins, M. Goblet, qui a déposé l'ordre du jour de confiance à la République de ce qu'il a dit, même ils plus intéressante de discussions.

On paraît convaincu que le ministère obtiendra une grosse majorité. Mais on murmure dans les coins que, cette victoire acquise, tout ne sera pas fini.

Il se peut que, après la séance d'aujourd'hui se produisent des événements intéressants dont on ne peut encore correctement la portée.

La Séance

La séance est ouverte à 2 heures, sous la présidence de M. Casimir Périer, président.

On relève quelques élections.

Suite de l'interpellation sur la POLITIQUE GÉNÉRALE

M. le président. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de l'interpellation de la politique générale. La parole est à M. Goblet.

Discours de M. Goblet

M. Goblet (gouvernement d'initiative). — Je vais exposer devant la Chambre les idées que vous avez entendu présenter par MM. Barthou et Deschanel, et chercher ensuite à déterminer le gouvernement à nous donner quelques explications nécessaires à mon sens.

Entre les deux hypothèses présentées, il faut choisir et si la Chambre actuelle se livrait aux modèles, elle encourrait une lourde responsabilité à l'égard du pays.

Il est de savoir si on réussira ou non à conserver la République par des progrès des mesures pacifiques. Jamais l'occasion n'a été plus favorable ; on en a pris avec les résistances inconstitutionnelles ; on n'a plus à compter qu'avec les républicains